

Dans l'angle mort des médias

Dominique Charron

Numéro 321, automne 2018

Premiers Peuples : cartographie d'une libération

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89398ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Charron, D. (2018). Dans l'angle mort des médias. *Liberté*, (321), 33–35.

Dans l'angle mort des médias

Sans un effort sérieux d'autocritique, les médias ne sortiront pas des réflexes colonialistes.

DOMINIQUE CHARRON

Si on demande à la plupart des gens de nommer des mouvements sociopolitiques qui ont utilisé les médias sociaux pour faire entendre des voix autrement ignorées, les réponses risquent de ressembler à ceci: le Printemps arabe, le Printemps étudiant de 2012, #BlackLivesMatter, #AgressionNon Denoncée, #MeToo. Et #IdleNoMore? S'il est dans votre liste, vous faisiez sans doute partie des premiers concernés, pour qui le mouvement a été une véritable révolution. Parce que chez les autochtones, on l'associe plus à la «cause autochtone» qu'à un mouvement important ayant marqué l'imaginaire et les esprits.

Le mouvement Idle No More (Fini l'apathie) était un appel à la mobilisation autochtone contre le colonialisme canadien, une union des forces éparpillées sur le territoire en un grand cri de ralliement pacifiste. Les manifestations se sont multipliées en quelques semaines à travers le Canada et même aux États-Unis. Les médias sociaux ont été envahis d'appels à l'action, de photos, de vidéos et de textes d'opinion. Né en décembre 2012, le mouvement n'était pas sans rappeler, dans sa forme, le printemps étudiant québécois qui avait eu lieu quelques mois auparavant. Mais peu importe. Quand les manifestations d'Idle No More ont commencé, il n'y avait qu'une seule façon d'en être informé: suivre le réseau autochtone anglophone sur Twitter et Facebook.

Je faisais alors partie des rares Québécois.es francophones à lire les intervenants du mouvement avec attention. J'avais commencé à suivre l'actualité autochtone pour le travail et je continuais à le faire pour mieux apprendre et comprendre ce qui m'avait longtemps été caché. Je suis née dans les années 1980 au Québec, dans un environnement autochtone; j'ai vite appris l'indifférence. Le fameux racisme systémique m'a formée dès la naissance. Les peuples autochtones? On ne les regarde pas. On les ignore. On les oublie. Ils appartiennent au passé.

À la naissance du mouvement Idle No More, je savais donc que les réalités autochtones n'intéressaient que rarement les grands médias. Quand on en parlait, c'était avec mépris ou une sorte de bienveillance remplie de condescendance et de misérabilisme. N'empêche, les soulèvements populaires

précédents avaient laissé leurs traces et les médias étaient bien huilés pour ce genre de couverture. Sûrement, ils sentiraient la vague arriver et ils déploieraient vite journalistes et caméras, non? Non. Une grande *round dance* avait lieu au centre d'achats d'Edmonton? On ne le savait qu'en suivant le bon mot-clic sur Twitter. Un rassemblement de chefs sur la colline parlementaire à Ottawa se préparait? Il valait mieux être abonné au compte Twitter de Jorge Barrera d'APTN, un des très rares journalistes à couvrir l'actualité autochtone fédérale à l'époque, si l'on voulait être au courant.

En décembre 2012, la plateforme CBC Indigenous n'existait pas encore (elle a été créée en réponse à Idle No More) et les sujets autochtones étaient si peu couverts par les médias que le mouvement, malgré sa force et son ampleur, a d'abord été rapporté par des médias locaux comme de simples événements ponctuels et isolés. À travers le Canada, personne dans les salles de presse ne semblait voir ce qui se tramait, la colère qui montait, la mobilisation sans précédent qui se formait d'un bout à l'autre du pays et les intellectuel.le.s, les aîné.e.s, les militant.e.s qui partageaient leurs réflexions sur les médias sociaux, dans des blogues ou dans des *public teachings*, qui unissaient leurs voix, donnaient les mots pour dire l'exaspération et la colère. L'espoir aussi. Surtout l'espoir. Seul le réseau APTN en témoignait quotidiennement, en anglais. La *round dance* faisait désormais le tour de la Grande Tortue, mais, hors des réseaux autochtones anglophones, elle rencontrait l'indifférence la plus totale.

Au Québec, les membres des Premiers Peuples qui ne parlaient pas anglais ou qui ne suivaient pas les médias sociaux n'avaient pratiquement aucune idée de la mobilisation en cours. Même quand des médias québécois ont commencé à couvrir le mouvement, c'était dans la plus grande confusion. On présentait la grève de la faim de Theresa Spence, alors chef d'Attawapiskat, comme symbole d'Idle No More (les deux n'étaient pourtant pas directement liés). On attribuait à l'ensemble d'une communauté ou, pire, à l'ensemble des Premiers Peuples les affirmations de chefs ayant leurs propres visées politiques. On réduisait l'essence du mouvement (la mobilisation contre le colonialisme au Canada) à son déclencheur (un projet de loi du gouvernement Harper).

On confondait « Autochtones », « Premières Nations » et « Amérindiens », « Innu » et « Inuit », « communauté » et « réserve ». La création d'Idle No More Québec, quelques semaines après la naissance du mouvement au Canada anglais, visait notamment à corriger ce néant informationnel et la barrière de la langue [NDLR : l'auteure a fait partie des proches allié.e.s de la fondation d'Idle No More Québec].

Même deux ans plus tard, alors que le mouvement avait quand même suscité quelques changements positifs au sein des médias, *La Presse* présenta ainsi les louanges de Phil Fontaine à l'endroit de TransCanada : « Oléoduc Énergie Est : les Premières Nations encensent TransCanada ». Selon le titre et la légende de la photo, Phil Fontaine s'était prononcé au nom de tous en tant que chef de l'Assemblée des Premières Nations (APN)... Il y avait déjà là un problème : l'APN est une organisation politique instituée par le gouvernement du Canada et elle ne peut, en ce sens, parler au nom de TOUTES les Premières Nations. À tout le moins parle-t-elle au nom des chefs de l'Assemblée. Mais voilà, lors de la publication de l'article en 2014, Phil Fontaine n'était plus chef de l'APN depuis cinq ans ! À l'époque, il était plutôt... lobbyiste pour TransCanada. Imaginons un article qui, à l'époque où Lucien Bouchard était lobbyiste pour l'industrie du gaz de schiste, aurait été titré : « Les Québécois appuient l'exploitation du gaz de schiste ». L'exemple est grossier, mais il témoigne de la méconnaissance et du laxisme qui prévaut dans le traitement des nouvelles autochtones au Québec. Les erreurs y sont fréquentes et, oui, souvent grossières. Dans le cas de l'article de *La Presse*, le titre et la légende de la photo n'ont été corrigés que bien plus tard sur le site web du journal. Au moment d'écrire ces lignes, on n'y trouvait aucun erratum et la légende omettait encore les majuscules dans le nom de l'organisation politique autochtone la plus connue au Canada.

Depuis les balbutiements médiatiques de 2012, toutefois, de nombreuses revendications, le mouvement Idle No More en tête, ont permis de rendre plus visibles les réalités des Premiers Peuples. Les médias accordent de plus en plus de place aux questions autochtones et certains se dotent même de plateformes qui y sont consacrées. Le vocabulaire est de plus en plus maîtrisé. Les sensibilités se développent, les connaissances aussi. Un premier pas a été fait et il faut le saluer. Il reste néanmoins un long chemin à parcourir avant de pouvoir témoigner, dans les médias, d'une réelle reconnaissance de l'agencéité, des particularités et de la pleine existence des Premiers Peuples.

Il faudra d'abord accepter que le traitement médiatique et journalistique des Premiers Peuples et de leurs réalités est empreint des mêmes préjugés que le reste de la société majoritaire. Si l'objectivité journalistique est un principe qui se défend, prétendre n'avoir aucun angle mort dans la couverture des sujets autochtones relève, pour un allochtone, de l'aveuglement volontaire, voire du délire. Personne

n'est à l'abri de l'influence de cinq siècles de colonialisme, de racisme, de paternalisme et de mépris. La présente auteure y comprise. Tenter de s'en défaire et de renouveler son regard, de se décoloniser le cœur et l'esprit, demandera l'engagement, le courage et l'humilité de plusieurs générations. C'est, à tout le moins, le travail d'une vie.

Une première étape a donc été franchie après Idle No More, oui, mais il reste encore beaucoup de travail à faire. Si on peut observer une couverture plus fréquente et attentive de l'actualité autochtone, ces dernières années, il faut aussi s'intéresser à la qualité de ce qui est publié et au contexte dans lequel ces articles sont produits. Au Québec, par exemple, on peut compter sur les doigts d'une main les journalistes spécialisés en questions autochtones, qui maîtrisent autant l'histoire des relations entre les Premiers Peuples et le gouvernement du Canada que les questions d'actualité, qui connaissent les différences culturelles et politiques entre les nations et qui n'ignorent pas pour autant les débats qui ont cours au sein de chacune d'elles. Pire, on se heurte parfois à un refus de considérer les enjeux autochtones comme un objet de spécialisation journalistique. Ce qui est d'autant plus troublant que, même chez les journalistes ayant une excellente culture générale, les connaissances relatives aux enjeux autochtones sont souvent nulles, comme dans l'ensemble de la population québécoise.

Il y a une soixantaine de nations autochtones au Canada, toutes ont leur histoire, leur culture et leurs revendications. Il y a des gens qui habitent en ville, d'autres dans des communautés éloignées, certains qui ont complètement adopté le mode de vie contemporain, d'autres qui veulent faire renaître des traditions, et d'autres encore qui se situent entre les deux. Il y a des identités figées et des identités multiples. Il y a de fervents défenseurs du développement économique, des traditionalistes, des politiciens, des militants, des artistes, des jeunes, des aînés, des gens bardés de diplômes, d'autres qui peinent à finir l'école secondaire, alouette. Des êtres humains. Des êtres humains dont le parcours a souvent été influencé et l'est encore aujourd'hui par l'abus de pouvoir d'un État allochtone. Dans ce contexte, confier la couverture de l'actualité autochtone à des journalistes généralistes équivaut souvent à confier un mandat de correspondant à l'étranger le temps d'un seul article :

— Martine ! Tu vas écrire sur le conflit israélo-palestinien aujourd'hui.

— C'est que je n'y connais pas grand-chose.

— Pas grave. Tu es journaliste, non ? Tu as quatre heures.

Il existe des journalistes spécialisés en économie, en sports, en arts, en politique fédérale ou provinciale. En quoi l'actualité autochtone ne mérite-t-elle pas le même dévouement professionnel ? Pendant qu'on hausse les épaules, les articles ou reportages réalisés en « touriste de l'info autochtone » contribuent à renforcer le tableau stéréotypé des

« Indiens » dont on ne connaît rien, qui habitent loin et dans des conditions de misère. À chaque nouvel article, on repart à zéro. On recopie les informations fautives d'un article précédent, on épelle incorrectement le nom d'une communauté, on confond Nunavut et Nunavik.

Au fil des nouvelles publiées, le portrait réducteur se confirme. On simplifie à outrance les réalités des Premiers Peuples (appelés vaguement autochtones, avec ou sans majuscule, même quand ça en prend une). Et qu'importe si, par exemple, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador est une organisation politique avec des stratégies et des objectifs tout aussi définis que n'importe quel groupe de pression ou parti politique, appelons-les quand même « des chefs autochtones » ou « des Autochtones ». C'est d'eux qu'on parle, non? Eux autres, là, ce groupe monolithique dont on ne connaît rien.

Chaque fois qu'on ne se donne pas la peine d'aller plus loin que les réflexes hérités de siècles de colonialisme, on perpétue l'indifférence collective à l'égard de l'humanité et de la complexité des Premiers Peuples. Et qu'en est-il des membres des Premiers Peuples qui lisent les mêmes articles et qui écoutent les mêmes reportages? S'y reconnaissent-ils? Quelle image reçoivent-ils d'eux-mêmes?

Parce qu'il est bien là, le cœur du problème. Dans les médias comme dans le reste de la société, on tient les membres des Premiers Peuples à l'écart. On parle d'eux beaucoup plus qu'on ne parle avec eux. Dans les médias, ce n'est d'ailleurs pas surprenant: les journalistes autochtones sont à peu près absents.e.s des salles de presse. Quand ils y sont, ils sont souvent intégrés mollement aux façons de faire déjà en place, de simples *tokens* qui permettent de cocher une case sur la liste de la diversité.

La décolonisation des médias ne se fera que si ces derniers acceptent de faire un réel effort d'autocritique et de remise en question de leurs pratiques. Il faudra ouvrir les salles de presse aux journalistes autochtones et accepter de modifier les façons de faire pour s'adapter à elles et à eux. Pas l'inverse. Il faudra apprendre à faire confiance à leur lecture de ce qu'est un sujet important et se référer à leurs connaissances. À tout le moins, il faudra faciliter le développement de journalistes spécialisés en leur laissant l'espace et le temps nécessaires pour fouiller des dossiers ou créer des liens de confiance avec les communautés et dans les différents réseaux. Il faudra aussi encourager et valoriser les suggestions et critiques que cette démarche suscitera nécessairement.

Il ne s'agit pas, comme c'est souvent le cas, d'intégrer les membres des Premiers Peuples aux façons de faire déjà en place, mais bien d'accepter d'entrer en relation avec eux au point de se *transformer*. Cessons de parler de l'Autre; écoutons-le et accueillons-le. Un principe qui devrait d'ailleurs s'appliquer à la couverture de tous les groupes marginalisés. Sans cette transformation en profondeur, les médias ne feront que

perpétuer les rapports de force racistes déjà à l'œuvre dans le reste de la société, ceux que nous portons tous en nous à différents degrés et dont il faudra bien un jour se débarrasser. Ce n'est pourtant pas les ressources qui manquent.

En 2011, le journaliste de CBC et professeur adjoint à l'Université de la Colombie-Britannique Duncan McCue a créé un guide en ligne à l'usage des journalistes qui couvrent les communautés autochtones, *Reporting in Indigenous Communities*. Excellent outil de sensibilisation, ce guide mériterait d'être traduit en français et rendu accessible à tous les étudiants en journalisme et dans toutes les salles de presse du Québec. Ses principes devraient être consciencieusement appliqués.

Il existe aussi des médias autochtones qui font de l'excellent travail en anglais: le réseau de télévision APTN, les séries de baladodiffusion de Media Indigena et d'Indian & Cowboy, Indian Country Today, Windspeaker, pour ne nommer qu'eux. C'est en lisant et en écoutant ces médias et leurs intervenants que j'ai pu être informée de la montée d'Idle No More, des manifestations contre le gaz de schiste à Elsipogtog, des histoires de Tina Fontaine, de Loretta Saunders et d'Annie Pootoogook, de l'installation du camp à Standing Rock, de la mort du jeune Colten Boushie et du verdict à l'endroit de Gerald Stanley. Des exemples d'événements qui témoignent tous de l'urgence d'écouter et de changer nos façons de faire, mais qui paradoxalement n'évoquent rien pour la majorité des allochtones.

La lenteur de la couverture d'Idle No More et de sa signification a été un échec collectif, le symptôme d'une apathie qui se perpétue dans le confort de nos angles morts. Il aurait pu en être autrement s'il y avait eu des journalistes autochtones et des journalistes spécialisés dans les grandes salles de presse, quand les manifestations ont commencé, et si on avait été attentif à leurs suggestions. Si des journalistes, et même le grand public, avaient eu l'habitude de s'informer auprès des médias autochtones ou qu'ils avaient été abonnés à quelques comptes autochtones sur les médias sociaux, le mouvement Idle No More aurait pu être couvert avec l'attention, la rigueur et la complexité qu'il méritait.

Une fois le constat fait, il ne reste qu'à décider de mettre fin aux réflexes bien ancrés et d'amorcer la métamorphose qui permettra de ne pas répéter les mêmes erreurs, quand la seconde vague d'Idle No More arrivera. (L)

♦ **Dominique Charron** travaille en communications depuis une dizaine d'années, en relations publiques comme en journalisme. Observatrice attentive du traitement médiatique des questions autochtones, elle a notamment collaboré au mouvement Idle No More en publiant la revue de presse *Peuples visibles* sur les médias sociaux. Elle est détentrice d'un certificat en études autochtones de l'Université Laval.